

Terrorisme au Jammu et Cachemire

B.Raman

Joined the Indian Police Service in 1961 and the External Intelligence Division of the Intelligence Bureau in July 1967. He then moved to the Research & Analysis Wing (R&AW), le service du renseignement extérieur indien. Served as the head of the Counter-Terrorism Division of the R&AW from 1988 to 1994 till his retirement. Author of "A Terrorist State as a Frontline Ally."

On peut trouver ses articles sur le site <http://www.saag.org>

Des actes terroristes isolés s'étaient déjà produits au Jammu et Cachemire avant 1989. Mais pas de mouvements insurrectionnels tels qu'on les a connu à partir de cette année. Ces derniers furent provoqués d'une part par les élections frauduleuses de 1987 pour l'Assemblée de l'État et, d'autre part, par le sentiment croissant que le statut spécial pour le Cachemire, accordé par le premier ministre Jawaharlal Nehru dans les années 50, était de moins en moins respecté. Les préparations du soulèvement débutèrent en secret immédiatement après les élections de 1987. De larges groupes de jeunes contestataires cachemiris commencèrent à passer clandestinement au Pakistan pour être formés dans les camps du Cachemire sous occupation pakistanaise mis en place par l'ISI, les services de renseignements de l'armée. Le déclenchement de l'insurrection de 1989 fut précédé par la libération de certains membres du Front de libération du Jammu et Cachemire (JKLF) des prisons indiennes afin d'obtenir la libération de Rubaiya, la fille de Mufti

Muhammad Sayeed, alors ministre de l'Intérieur du gouvernement central, laquelle avait été kidnappée par le JKLF.

Les indépendantistes remplacés par des militants pro-pakistanaï

Au début, le JKLF, qui revendique l'indépendance pour tout le Jammu et Cachemire, y compris les zones sous occupation pakistanaïse et chinoïse, dirigeait l'insurrection. Alarmé des conséquences possibles, le Pakistan qui revendique que la totalité de l'État aurait dû lui revenir au moment de la partition, encouragea la branche cachemirïe du *Jamaat-e-islami* (JEI) à former sa propre organisation militante, appelée le *Hizbul Mujahideen* (HM), afin de soutenir le rattachement de l'État au Pakistan. Le JEI au Cachemire est une branche du JEI pakistanaï, une organisation fondamentaliste. Une fois l'*Hizbul Mujahideen* entré en scène, l'ISI coupa les vivres au JKLF et aux autres groupes indépendantistes, et transférèrent leur assistance au HM ainsi qu'aux autres groupes plus petits qui luttèrent pour le rattachement au Pakistan. Ce sont eux qui désormais reçurent les fonds, la formation militaire au Pakistan, les armes et les munitions.

1993: Les djihadistes pakistanaï interviennent directement alors que les indépendantistes renoncent à la lutte armée.

Vers 1993, il devint évident que ni les indépendantistes ni les pro-pakistanaï n'étaient en mesure de faire une brèche dans les forces de sécurité indiennes. L'ISI commença donc à infiltrer au Cachemire des organisations djihadistes pakistanaïses, dirigées par des Pendjabis qui avaient combattu en Afghanistan contre les soviétiques et le gouvernement du Président Najibullah.

S'inquiétant de l'infiltration de ces organisations, les organisations indépendantistes telles que le JKLF renoncèrent à la lutte armée contre le gouvernement de l'Inde en 1995, tout en conservant l'objectif d'un Cachemire indépendant. Elles tentent maintenant d'atteindre leur objectif par le biais de la lutte politique.

Le HM et les autres groupes pro-pakistanaïes travaillaient de concert avec les organisations djihadistes pakistanaïes financées, formées et armées par l'ISI. La plupart des actes terroristes commis au Jammu et Cachemire après 1993 ont été perpétrés par ces organisations pakistanaïes. Les plus importantes sont le *Harkat-ul-Ansar* (HUA) rebaptisé in 1997 *Harkat-ul-Mujahideen* (HUM), le *Harkat-ul-Jihad-al-islami* (HUJI), le *Lashkar-e-Toiba* (LET) et l'*Al Badr*. Le *Jaish-e-Mohammad* (JEM), qui vit le jour en 2000 suite à une scission du HUM, les a rejoint par la suite.

Dans un article récent *The State and the Limits of Counter-Terrorism - the Experience of Pakistan and Sri Lanka*, M. Rubina Saigol, fournit les statistiques suivantes sur les djihadistes pakistanaïes tués à ce jour dans le djihad au Jammu et Cachemire: environ 8 000 pakistanaïes pendjabis, 3 000 de la Province frontrière du nord-ouest et environ 500 du Sindh. En revanche, on ne trouve que 112 Baloutches qui ont péri dans le djihad ; la plupart d'entre eux étant tombés en Afghanistan. Ces chiffres peuvent nous donner une idée de la participation de l'Etat pakistanaïes.

1998: Ben Laden donne au djihad une dimension mondiale

Au début de 1998, Ossama Ben Laden, alors basé à Kandahar en Afghanistan, proclame la formation d'un Front islamique International (IIF) pour le djihad contre les croisés et le peuple juif. Le HUM était l'un des membres fondateurs, c'est cette organisation qui circula la

première *fatwa* de Ben Laden en 1998, qui appelait à un djihad contre les Etats-Unis et Israël. Le HUJI, le LET et le JEM rejoignirent l'IIF par la suite, au contraire de l'*Al Badr*, du JKLF, du HM et des autres organisations purement cachemiris.

Les organisations djihadistes pakistanaises étendent leurs activités en Inde

Depuis 1993, les organisations terroristes pakistanaises ont étendu leurs activités vers d'autres parties de l'Inde. Elles ont au recours aux attaques-suicides, ce que ne font pas les organisations cachemiries. Depuis le conflit de Kargil en 1999 entre l'Inde et le Pakistan, les organisations djihadistes pakistanaises ont pratiquement pris le contrôle du mouvement djihadistes au Jammu et Cachemire comme en d'autres États de l'Inde. Ils s'attaquent de plus en plus à des cibles faciles, telles que les lieux commerciaux, les trains, etc., pour un impact le plus meurtrier possible. Elles prévoient enfin de s'attaquer à d'importantes cibles économiques afin de briser la croissance économique spectaculaire de l'Inde.

Divergences entre djihadistes cachemiris et pakistanais

Les organisations pakistanaises propagent un islam arabisant *wahabi*, alors que celles du Cachemire se réclament de l'islam soufi, plus tolérant. Elles ont de plus pour objectif la « libération » de tous les musulmans indiens et la création de *homelands* musulmans au nord et sud de l'Inde, en vue de leur incorporation ultérieure dans le Califat musulman mondial envisagé par Ben Laden, alors que les indépendantistes ne luttent que pour un Cachemire musulman indépendant. Les organisations pakistanaises, telles qu'Al-Qaida, sont en faveur d'un recours aux armes de destruction massive, si besoin

est, pour protéger l'islam, ce que les organisations cachemiries refusent. Enfin Les organisations pakistanaises décrivent la démocratie occidentale comme anti-islamique parce qu'elle affirme la souveraineté du peuple et non celle d'Allah, alors que les mouvements indigènes sont en faveur de la démocratie politique.

Le Pakistan en recul tactique

L'Inde a tenté de mettre fin au soutien pakistanais du djihad au Jammu et Cachemire et sur le sol indien. Elle a exercé des pressions bilatérales sur le Pakistan ainsi qu'à travers d'instances internationales. Dans une déclaration conjointe faite à Islamabad en janvier 2004 à la suite des entretiens entre le président Musharraf et le premier ministre indien Vajpayee, Musharraf s'est engagé solennellement à ce que le Pakistan n'apporte aucun soutien aux groupes terroristes opérant en Inde à partir de territoires contrôlés par le Pakistan. En réponse à la pression américaine qui a fait suite à l'attaque du parlement indien par des djihadistes le 13 décembre 2001, il a banni le HUM, le LET et le JEM, gelé leurs comptes bancaires, placé leurs dirigeants en résidence surveillée en emprisonné certains de leurs cadres. Ils furent relâchés quelques semaines plus tard sous prétexte qu'il n'y avait aucune preuve de leur participation à des actions terroristes. Ces organisations continuent de fonctionner à partir du territoire pakistanais avec le soutien de l'ISI. Leurs camps d'entraînement sont toujours en activité, et l'ISI continue de les fournir en armes et munitions.

Alors que Musharraf a pris des mesures contre Al-Qaida, qui menace les vies et les biens occidentaux, il s'est abstenu d'agir contre les organisations djihadistes actives en Inde et contre les néo-talibans, actifs en Afghanistan. Le Pakistan s'est refusé à arrêter et à livrer aux

autorités indiennes les terroristes et les chefs mafieux recherchés par la justice indienne et opérant sur son territoire, que la demande ait été faite directement ou par INTERPOL.

Perspectives de coopération indo-pakistanaise en matière de terrorisme ?

Durant leurs conversations de La Havane qui se sont déroulées en septembre 2006 en marge du sommet des pays non-alignés, le premier ministre indien Manmohan Singh et le président Musharraf se sont mis d'accord pour mettre au point en commun un mécanisme de contre-terrorisme, afin de promouvoir la coopération anti-terroriste entre les deux pays. La première réunion doit se tenir à Islamabad le 6 mars 2007. La plupart des observateurs en Inde restent sceptiques (y compris l'auteur de ces lignes) sur les résultats qu'on peut en attendre. Les terroristes djihadistes sont la création de l'ISI. Il serait irréaliste de s'attendre à ce que celui-ci se tourne contre sa progéniture. Le seul moyen d'obliger le Pakistan à renoncer au terrorisme contre l'Inde serait, pour la communauté internationale, de signifier clairement au Pakistan qu'il aurait un prix économique et politique élevé à payer s'il ne le faisait pas. Mais ni les États-Unis ni les autres pays occidentaux ne sont disposés à une telle démarche, car ils dépendent du Pakistan pour gagner leur soi-disant guerre contre Al-Qaida et le Pakistan garde, à leurs yeux, une importance stratégique.